

2 Politique

Paysage politique

Faustin Boukoubi : "L'opposition ne constitue plus une menace réelle pour le régime"

J.KOMBILE.MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

Aux yeux du président de l'Assemblée nationale, le véritable adversaire de la majorité présidentielle est "le social : la route, les voiries, l'électricité, le chômage, la vie chère (...)"

LA rencontre entre le gouvernement et les groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale, vendredi dernier, dans la commune d'Akanda, aura été riche d'enseignements à plus d'un titre, notamment sur le plan politique. Dans la mesure où, lors de son allocution d'ouverture, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, a décliné sa vision du paysage politique du moment en identifiant les "véritables adversaires" du camp politique auquel il appartient.

Su ce point, Boukoubi a déclaré: "l'opposition ne constitue plus une menace réelle pour le régime. Engluée qu'elle est dans ses propres contradictions et ne faisant plus fantasmer les compatriotes de plus en



Le Président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, à l'ouverture du séminaire.

Photo : F. M. Mombou/L'Union

plus lucides et matures". Venant d'un autre acteur politique, ces propos auraient pu être assimilés à de l'arrogance, de la condescendance voire de la suffisance. Mais émanant d'un homme, dont la modération, la réserve, l'humilité, la finesse d'analyse, etc., constituent des qualités premières, ces propos ont une toute autre résonance.

Ils semblent surtout pertinents. Vu que, ces derniers temps, l'opposition semble avoir perdu de sa superbe. Entre les différents regroupements (Coalition pour la nouvelle République, Coalition démocratique de l'opposition, Alliance nationale des constructeurs, etc.), ce camp politique donne de

plus en plus l'impression que seul l'exercice du leadership préoccupe ses ténors. Les yeux rivés qu'ils ont sur l'échéance de 2023. De fait, minée par des divisions internes, l'opposition s'érode de jour en jour, prenant le risque de perdre du terrain. Mais alors, d'où pourrait provenir la menace ? "Ce qui est susceptible de nous ébranler, ce sont nos propres turpitudes qui se caractérisent par la condescendance, le nombri-lisme, le démon de la division, la manque de patriotisme, voire l'absence de loyauté avérée envers le président de la République, au point de ne pas vouloir mettre en œuvre sa politique, tout en accusant les



Vue partielle de l'assistance, vendredi dernier.

Photo : F. M. Mombou

boucs émissaires", a souligné Faustin Boukoubi.

COMMUNAUTÉ DE DESTINS • Dans une certaine mesure, là aussi, les faits semblent lui donner raison. Entre les guéguerres que se livrent en coulisse les partisans du camp présidentiel et les actes qu'ils posent au quotidien, en méconnaissant les principes qui guident l'action politique du numéro un gabonais, le sentiment que laissent bon nombre d'entre eux est qu'ils ont des agendas cachés. D'autant plus que, au passage, ils se déchargent sur leurs adversaires politiques ou supposés comme tels.

Pour ce qui le concerne,

l'élu de Pana n'en démord pas, affirmant: "notre véritable adversaire devient le social : la route, les voiries, l'eau, l'électricité, le chômage, la vie chère, faiblesses contre lesquelles nous devons déployer toute notre énergie, toutes nos intelligences, toutes nos ressources".

Ainsi donc, débarrassée de la menace appelée opposition, la majorité fait face à la société, avec ses besoins. Donc aux revendications du plus grand nombre des concitoyens. Ne pas y apporter satisfaction, reviendrait probablement à attiser la grogne sociale. Ce qui serait une faute, d'autant que, a dit Faustin Boukoubi, le sort du

gouvernement est étroitement lié à celui de sa majorité parlementaire. Une communauté de destins et d'idées "liée par la promotion d'une politique de la nation, celle définie par le chef de l'État. Liée par la défense tôt ou tard d'un même bilan, celui de la majorité à laquelle nous appartenons tous, autant que nous sommes. Liée enfin par le jugement, à tort ou à raison, inhérent à la perception de notre action au sein de l'opinion nationale ou internationale".

En première ligne dans cette tâche, il revient au gouvernement d'apporter des réponses concrètes aux revendications sociales.

Mouvement "Appel à agir"

Hermann Kamonomono : "Le chef de l'Etat nous demande de poser des actes et nous le faisons en son nom"



Les officiels.

Photo : AEE



L'élu local de la commune d'Akiéni, Hermann Kamonomono, lors de son allocution.

Photo : AEE



La maire de la commune d'Akiéni, Régina Mali, souhaitant la bienvenue à ses hôtes.

Photo : AEE

Abel EYEGHE EKORE

Akiéni/Gabon

L'ÉLU local du Parti démocratique gabonais (PDG) de la commune d'Akiéni, dans le département de la Lekoni-Lekori, Hermann Kamonomono, à la tête d'une forte délégation a entretenu, samedi dernier, à la place de l'Indépendance de cette localité, les populations sur le concept «Appel à agir».

EN présence des autorités administratives et politiques locales, Hermann Kamonomono a expliqué que "Appel à agir", concept initié par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et mis en pratique par son directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga, veut que l'on fasse désormais de la politique au-



Une vue de la mobilisation à la place des fêtes d'Akiéni.

Photo : AEE

trement. «Lorsque le chef de l'Etat parle d'agir pour la population gabonaise, cela signifie tout simplement qu'il faut faire de la politique autrement. Cela signifie qu'il faut être plus proche des populations, qu'il faut être désormais plus pragmatique, plus réa-

liste et de ne plus faire de la politique politicienne. Ali Bongo nous a demandé de poser des actes et nous le faisons en son nom», a-t-il souligné.

Pour joindre l'acte à la parole, l'élu local a offert un don composé de 20 motocy-

clettes, des brouettes, des débroussailluses à la mairie d'Akiéni et au Conseil départemental, pour contribuer à la propreté de la ville. Un chèque de 8 millions de francs a également été remis aux femmes commerçantes de cette ville, afin de leur per-

mettre de fructifier leurs activités. Le lycée Toussaint Pitty quant à lui a bénéficié de 1000 rames de papiers, des calculatrices scientifiques, des ordinateurs, des photocopieurs et encres...

«Loin de vouloir suppléer le gouvernement», Hermann

Kamonomono a rappelé que ce don est la contribution des fils et filles de la localité de la Lekoni-Lekori, qui participent au progrès de Akiéni. Régina Mali, la maire d'Akiéni, a pour sa part remercié la délégation et affirmé que ce geste est le bienvenu car, il contribuera aux efforts entrepris par les administrations locales d'Akiéni, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations dans cette localité. Rappelons que cet énième acte du mouvement "Appel à agir" en faveur des populations intervient quelques mois après la descente des membres de l'Association des jeunes émergents volontaires (Ajev) à Lekoni, ou il était également question de mettre en musique l'appel du chef de l'Etat.